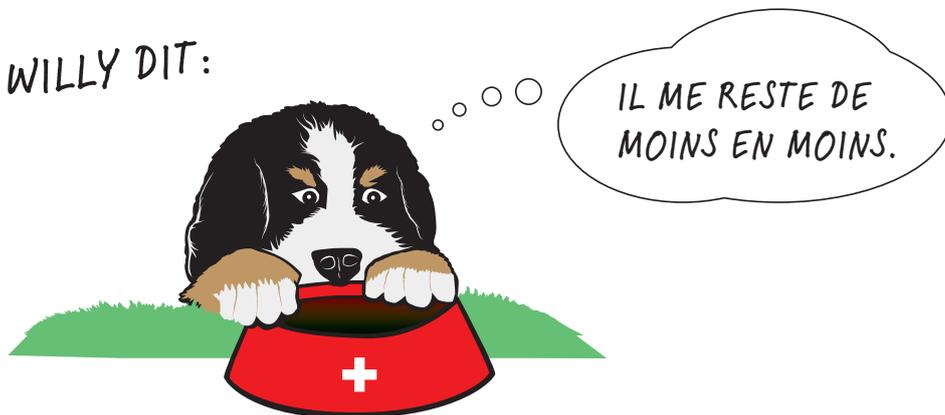


WILLY DIT:



## Plus pour la classe moyenne, moins pour l'Etat

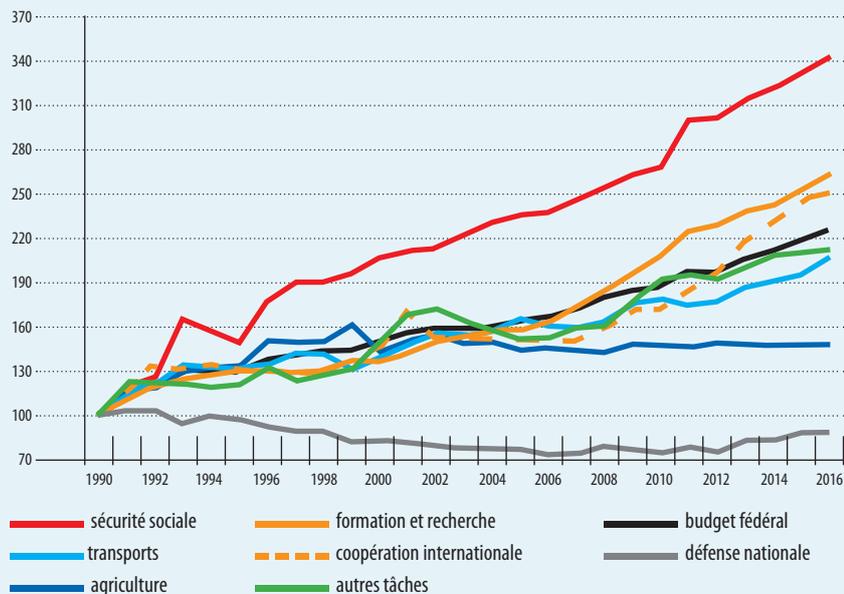
L'Etat ne cesse de croître. Depuis 1990, les dépenses de la Confédération ont plus que doublé. Les pouvoirs publics assument de plus en plus de tâches. L'autorité politique manquant de volonté de contrôler l'explosion des dépenses, les impôts, taxes et redevances augmentent constamment et la classe moyenne est la première à passer à la caisse. Cette dynamique doit être brisée, car la prospérité d'un pays dépend avant tout d'une classe moyenne vivante, dynamique et saine. Chaque franc dépensé doit d'abord être gagné.

### Une politique dépensière à outrance

Nonobstant des comptes aux soldes positifs, les finances fédérales sont en mauvais état à cause d'une politique excessivement dépensière. Les dépenses de la Confédération ont passé de 32 milliards en 1990 à 64 milliards

en 2013. Elles ont donc doublé. Pour 2018, le Conseil fédéral annonce dans son plan financier des dépenses de 73 milliards de francs. Il s'agit toujours de l'argent des contribuables.

## Développement malsain des dépenses de la Confédération



Source: DFF

### Solutions de facilité

Alors qu'on impose des économies massives à l'agriculture et à l'armée, les dépenses croissent continuellement dans d'autres secteurs. Le social forme aujourd'hui la principale position du budget fédéral en accaparant un tiers des moyens financiers de l'Etat. Contrairement à la rengaine de la gauche parlant de «démontage social» et d'«économies détruisant l'Etat», la branche sociale est florissante. Les dépenses à ce titre ont augmenté de 50% depuis le début de ce millénaire en passant de 14 milliards de francs en 2000 à 21 milliards en 2013. L'Etat dépense plus pour le secteur social que pour la formation, les transports et la défense nationale réunis.

### Tout le monde paie l'expansion des administrations publiques

L'administration fédérale a connu elle aussi une expansion rapide ces dernières années. Alors que les dépenses de personnel de la Confédération se montaient encore à 4,5 milliards de francs en 2007, elles étaient déjà de 5,5 milliards en 2014, ce qui équivalait à une hausse de 20% en seulement sept ans. La moitié de cette différence, soit 520 millions de francs, est due à la création de 1200 nouveaux postes et aux changements de fonction. Aujourd'hui, plus de 33 000 personnes travaillent à la Confédération.

### Halte au terrorisme des amendes

A côté des impôts, taxes et redevances qui ont été augmentés ces dernières années à divers niveaux (TVA, taxe sur le CO<sub>2</sub>, pour-cent de solidarité dans l'assurance-chômage, taxes d'élimination des déchets et des eaux usées, etc...), les pouvoirs publics font rentrer de plus en plus d'argent via les amendes. De nombreux cantons ont fort discrètement, mais continuellement augmenté leurs recettes par ce biais. Les amendes et redevances revêtent de plus en plus un caractère fiscal. L'objectif premier d'une amende, c'est-à-dire punir une personne ou accroître la sécurité, passe au second plan. On comprend pourquoi l'autorité choisit ce moyen: grâce aux amendes, elle peut puiser confortablement dans le porte-monnaie des citoyens, alors qu'une hausse des impôts exige généralement l'accord préalable du peuple.

### Afin qu'il reste davantage pour vivre

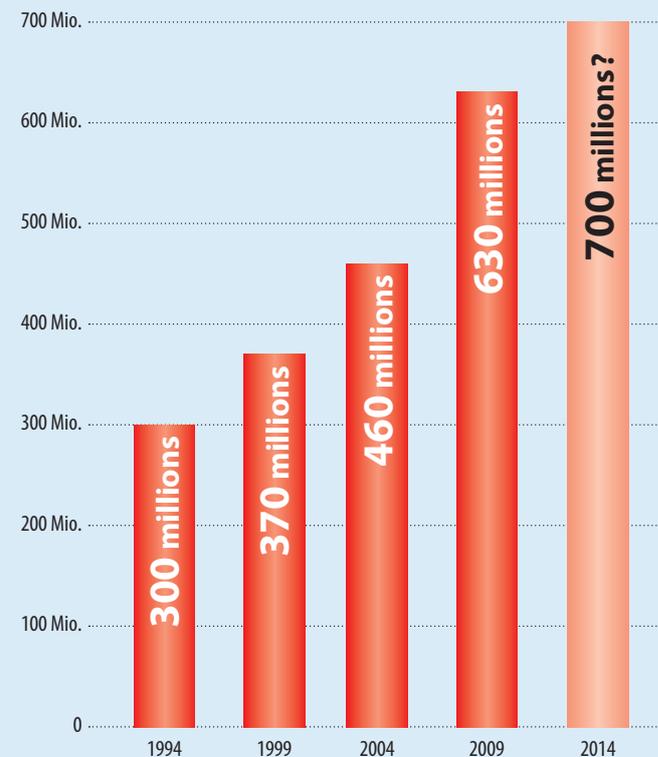
Pour sauvegarder la prospérité et l'emploi, il est indispensable que les citoyens et les entreprises puissent disposer plus librement de leur argent. Aujourd'hui, nous devons travailler presque six mois par an pour payer les prélèvements obligatoires de l'Etat (impôts, primes, taxes et redevances). La charge des impôts et redevances doit être sensiblement réduite pour relancer les investissements privés, la consommation, donc la croissance économique ainsi que la création d'emplois et de places d'apprentissage. L'UDC combat tous les nouveaux impôts, taxes et redevances et exige au contraire des allègements fiscaux. Les questions d'interprétation doivent être réglées en faveur des contribuables, des citoyens et des entreprises.

### Etat svelte

L'UDC s'engage pour un Etat peu coûteux et svelte. L'effort d'économie doit viser avant tout les dépenses et les structures. Il faut que l'Etat cesse de chercher constamment de nouvelles ressources fiscales pour financer son expansion. Pour l'UDC, la première urgence consiste à reprendre le contrôle de l'explosion des charges sociales auxquelles la Confédération

## Halte au terrorisme des amendes

(augmentation choquante des amendes entre 1994 et 2014)



Source: routesuisse, estimation prudente

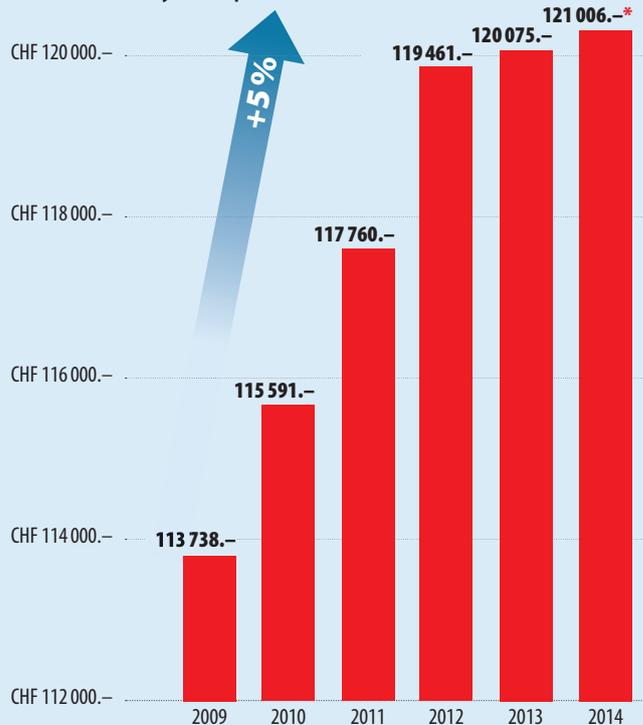
consacre aujourd'hui un franc sur trois. Il est indispensable de prendre des mesures structurelles pour sauvegarder nos acquis sociaux et il est hors de question d'étendre encore l'État social. La hausse massive des dépenses pour l'aide à l'étranger et au développement doit également être limitée.



La classe moyenne, qui doit tout payer, est la principale victime.

## Augmentation incroyable des salaires à l'État (2009 – 2014)

Salaire brut moyen du personnel de l'État



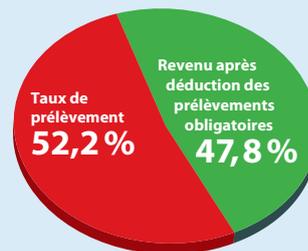
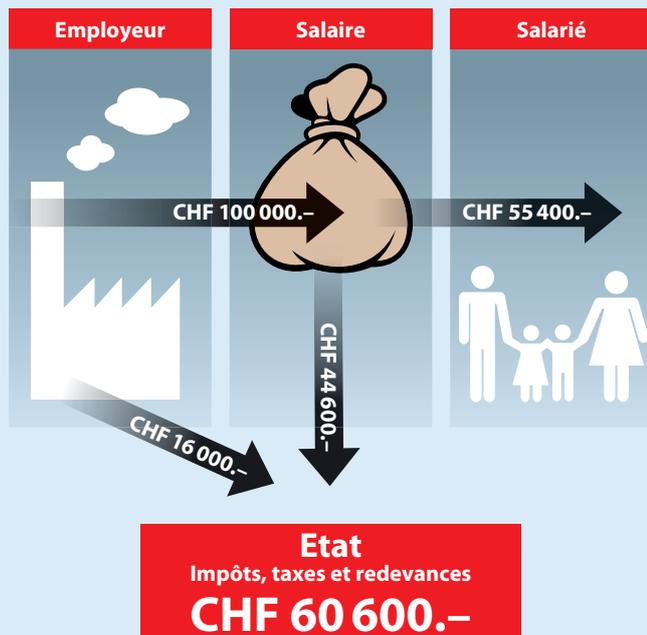
Sources: OFS (2015), sans primes de performance / allocations, \*Extrapolation 1<sup>er</sup> – 3<sup>ème</sup> trimestre

### Conserver la concurrence fiscale

L'UDC est le parti du fédéralisme, donc aussi de la souveraineté fiscale des cantons et des communes. Voilà la seule manière d'assurer la concurrence et d'obliger des gouvernements devenus paresseux à concevoir leur politique fiscale selon les intérêts des contribuables et non pas en fonction des

souhaits de l'administration. La Suisse doit résister aux pressions étrangères sur son système fiscal. Les réglementations fiscales spéciales adoptées dans la précipitation ne doivent être appliquées en Suisse que si elles sont compensées par des allègements fiscaux dans d'autres domaines. L'UDC s'engage en faveur d'une fiscalité suisse compétitive pour toutes les entreprises.

## Un couple avec deux enfants travaille six mois et six jours par an juste pour l'Etat!



Revenu effectif du couple:	116 000.00 francs
Pourcentage employeur (AVS, AI, APG, AC, caisse de pension, assurance-accident professionnel et non professionnel, allocations familiales)	- 16 000.00
Pourcentage salarié	- 14 000.00
Primes d'assurance-maladie	- 9 000.00
Impôt sur le revenu (moyenne nationale)	- 8 700.00
Impôt fédéral direct	- 900.00
TVA sur les dépenses de consommation (denrées alimentaires, vacances, restaurant, téléphone, vêtements, meubles, abonnements journaux, etc.) pour environ 5400 francs	- 4 000.00
Impôts sur les véhicules à moteur et sur les huiles minérales, vignette autoroutière, droit de douane sur la voiture	- 1 400.00
Impôt sur le tabac (1 paquet de cigarettes par jour)	- 1 600.00
Diverses taxes et redevances (taxes déchets et eaux usées, droit de timbre, assurance-maladie complémentaire, impôt sur les billets, impôts sur l'alcool, impôt pour le chien, franchises dans les coûts de la santé, etc.)	- 5'000.00
<b>Revenu après déduction des prélèvements obligatoires</b>	<b>55 400.00 francs</b>
<b>Taux de prélèvement</b>	<b>52,2%</b>

## POSITIONS

**L'UDC**

- s'engage en faveur d'impôts, taxes et redevances modérés pour tous et rejette tout nouveau prélèvement fiscal ;
- se bat à tous les niveaux du pouvoir public afin que l'Etat ne dépense pas plus qu'il n'encaisse et que les dépenses soient fixées en fonction des recettes et non inversement ;
- exige que l'Etat ne croisse pas plus rapidement que l'économie ;
- demande la réduction de l'effectif du personnel fédéral au niveau de 2007 (2007 : 32 105 ; 2014 : 33 678) et une baisse massive des dépenses de personnel ;
- revendique une imposition compétitive des entreprises au niveau international ;
- refuse toute nouvelle augmentation de la TVA, tout comme un taux de TVA unique qui réduit le prix de biens de luxe, mais renchérit les produits alimentaires de base ;
- exige la réduction de l'impôt grevant la fortune des entreprises à raison sociale individuelle ;
- combat toute forme d'impôt sur les successions ;
- demande la suppression d'une fiscalité qui pénalise le mariage ;
- exige que l'on cesse d'abuser des amendes en les considérant comme une ressource confortable des caisses publiques.

## AVANTAGES +

**Les avantages que m'apporte cette politique :**

- ✓ comme salarié, il me reste plus d'argent à la fin du mois et ma place de travail est plus sûre ;
- ✓ comme consommateur, je bénéficie de prix moins élevés ;
- ✓ comme automobiliste, je suis moins victime du terrorisme des amendes et je bénéficie de carburants à un prix modéré ;
- ✓ comme chef d'entreprise, il me reste plus d'argent pour investir dans l'avenir.